

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Moyen-Orient & Afrique du Nord > Maroc & Sahara occidental > **Maroc 2011-2021 : Rassemblement à Paris en soutien aspirations du peuple (...)**

Maroc 2011-2021 : Rassemblement à Paris en soutien aspirations du peuple marocain à la liberté, à la dignité, à la justice sociale et à la fin du despotisme

samedi 20 février 2021, par [Associations marocaines](#) (Date de rédaction antérieure : 20 février 2021).



20 FEVRIER 2011 - 20 FEVRIER 2021

DIRE NON A L'ETAT DE NON DROIT

HALTE A LA REPRESSION

LIBERTE POUR LES DETENUS POLITIQUES ET D'OPINION

Le 20 février 2011, des milliers de jeunes –et moins jeunes- descendent dans la rue, à la suite des insurrections tunisiennes et égyptiennes, et remplis de fierté et d'audace, manifestent leur volonté de rupture avec le Maroc makhzénien hérité d'un autre âge, autour de trois slogans phares criés à pleine gorge, Liberté, Dignité, Justice sociale, derrière lesquels se décline tout un cahier de revendications, pour une nouvelle constitution et la fin de la tyrannie, contre la corruption, l'enrichissement frauduleux et le pillage des richesses, pour la libération des prisonniers politiques et d'opinion et l'arrêt des détentions arbitraires, pour l'abolition des lois sécuritaires et de la Charte visant à libéraliser l'enseignement, pour l'accès gratuit aux services sociaux et une politique d'emploi, d'amélioration du pouvoir d'achat et des conditions de vie, etc.

Une nouvelle constitution a été rédigée entre experts nommés par le Roi, un nouveau Parlement a été élu, un nouveau gouvernement désigné, les forces de l'ordre ont nettoyé les rues et rien n'a changé. Pire encore l'accaparement des richesses, de la terre et de l'eau par quelques uns s'est accentué, tandis que les disparités sociales ont augmenté, le chômage et la misère ont littéralement explosé avec la crise ouverte par l'épidémie du coronavirus qui a aussi été l'occasion de renforcer les mesures sécuritaires, qui se sont traduites par le bâillonnement de toute contestation sociale, l'emprisonnement de protestataires, de journalistes et d'intellectuels. Une offensive en règle est déclenchée pour museler toute pensée libre et indépendante. C'est d'abord l'arrestation et la condamnation de jeunes militants du 20 février (Bachir Benchaib, condamné à 12 ans de prison, est toujours sous les verrous) ; puis de ceux du Hirak du Rif (condamnés jusqu'à 20 ans de prison, comme c'est le cas de Nacer Zafzafi, finaliste pour le prix Sakharov) ainsi que ceux d'autres soulèvements sociaux ; le tout relayé par le contrôle des blogs et pages Facebook et la répression des blogueurs jugés impertinents, allant jusqu'à l'emprisonnement de ces derniers ; puis l'acharnement

contre des associations qui refusent de se laisser museler, et contre des journalistes soucieux d'exercer leur métier avec professionnalisme et indépendance.

Tous les moyens sont bons : piratage des téléphones et ordinateurs, provocations, manipulations, accusations fantaisistes portant sur la vie intime ou des délits de droit commun. Ainsi, les journalistes Taoufik Bouachrine, Soulaïman Raïssouni, Omar Radi sont poursuivis pour délits sexuels, Maâti Monjib pour blanchiment d'argent, tout en étant pour ces deux derniers également accusés d'atteinte à la sûreté de l'Etat. Pire encore, Maâti Monjib et six autres journalistes viennent d'être condamnés à des peines allant jusqu'à un an de prison et à différentes amendes, après un procès sans cesse reporté depuis 2015, sans que jamais la défense n'ait l'occasion de plaider ni d'avoir un débat contradictoire. Un procès qui ne s'est donc jamais déroulé

Le pouvoir marocain non seulement bafoue ses propres lois, ridiculise ses institutions, mais il joue aussi avec le feu. Le Maroc souffre d'inégalités criantes dans tous les domaines. L'essentiel de la richesse du pays est concentré entre les mains de quelques uns. Les aspirations exprimées avec force en 2011 n'ont pas trouvé écho auprès du pouvoir marocain. Bien au contraire, les populations se restent à l'écart des décisions qui les concernent. Les pseudo modèles de développement prônés ne répondent pas à leurs besoins fondamentaux, mais les condamnent à un système de survie infernal.

En ce 10^{ème} anniversaire du 20 février, il est urgent de dire que nous n'oublions pas, que nous n'acceptons pas, que nous sommes toujours présents, pour soutenir les aspirations du peuple marocain à la liberté, à la dignité, à la justice sociale et à la fin du despotisme, pour exiger le respect du droit d'expression, l'arrêt de toutes les poursuites et la libération de tous les prisonniers politiques et d'opinion.

Toutes et tous au rassemblement le 20 février 2020 à 14 heures,

place de la République

Appel lancé par :

≠FreeKoulchi Paris

AMDH- Paris Association marocaine des droits humains - Paris

AMF- Association des Marocains en France

ASDHOM - Association de Défense des Droits de l'Homme au Maroc

ATMF- Association des travailleurs maghrébins de France

Association Justice et liberté au Maroc

Collectif des Amazighs de France

Comité de soutien à Maâti Monjib

CSMR- Paris Comité de soutien au mouvement rifain - Paris

Institut Mehdi Ben Barka - Mémoire Vivante

Rassemblement Ifni Aït Baamrane pour la dignité et les droits humains - RIBDH

Soutenu par :

Assemblée européenne des citoyens - HCA - France

ATTAC

CEDETIM

CNT

Comité pour le respect des libertés et des droits de l'homme en Tunisie - CRLDHT

Ensemble

Fédération des Tunisiens pour une citoyenneté des deux rives. FTCT

Immigration. Développement. Démocratie- IDD

Ligue des droits de l'homme - LDH

MRAP

NPA

Parti des indigènes de la République

Parti communiste français PCF

Riposte internationale
